

# M. Howe confiant dans la prospérité d'après-guerre

## La reconnaissance des Nations-Unies envers le Canada — Le péril de la C.C.F. — Le don du milliard

M. C. D. Howe, ministre canadien des Munitions et Approvisionnements, a prononcé samedi à Montréal, une causerie où il a notamment déclaré que "le Canada est certain de passer par une période de prospérité après la guerre, car il s'est acquis la reconnaissance des Nations-Unies pour avoir mis à leur disposition, au moment où elles étaient dans le besoin, ses vastes ressources industrielles et agricoles durant la guerre.

M. Howe a parlé de l'embauchage pour la période qui suivra immédiatement la fin des hostilités. Un grand nombre d'ouvriers des usines de guerre sont actuellement inquiets à ce sujet, mais M. Howe dit qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer, car dès actuellement s'opère dans une bonne mesure le transfert de la main-d'oeuvre, des oeuvres de guerre, aux activités de paix, sans qu'il se produise de chômage puisque les industries de guerre réclament présentement 100,000 ouvriers qualifiés de haute-priorité, et les industries de paix en réclament présentement encore plus.

### La fin de la guerre

M. Howe ne croit pas que la fin de la guerre soit prochaine; du moins aucun signe considérable ne paraît l'indiquer pour le moment, quoique l'assaut général livré sur l'Allemagne puisse provoquer la fin du conflit par l'effondrement interne de l'Allemagne. Mais sans cet effondrement intérieur allemand, il faut bien admettre que les plus rudes combats sont encore à venir.

Au Canada, dit M. Howe, "notre programme pour la production des munitions a atteint son apogée, et il l'a peut-être même dépassé. On a satisfait à tous les besoins de l'armée en ce qui concerne le matériel des services sédentaires et le matériel de défense. Ce qui reste à faire c'est de remplacer les munitions qui sont dépensées, d'inventer et de produire de nouveaux engins de guerre. La demande des avions de combat n'a nullement diminué. On demande toujours des bateaux, mais les annulations de certaines demandes se font plus fréquentes."

### Transfert de main-d'oeuvre

Après avoir exposé comment dans une guerre, il faut absolument monter les industries de guerre même s'il leur faut deux ans pour atteindre leur but, M. Howe dit qu'on attache trop d'importance à la désorganisation temporaire de la main-d'oeuvre par la discontinuation de certains programmes de production. Car il y a avantage pour l'ouvrier à pouvoir passer de l'usine strictement de guerre à une usine qui pourra continuer à fonctionner en temps de paix, et à ce qu'on procède graduellement à la transition des activités industrielles de guerre à celles de paix. Le fait que la guerre avec le Japon se continuera après l'écrasement de l'Allemagne permettra sans doute une transition moins brusquée. "Je crois, dit M. Howe, que la conversion des usines de guerre à une production de paix doit se faire aussi rapidement que le permettra l'annulation des contrats de guerre."

### Lendemain de guerre

"Nous devons admettre que l'embauchage dans nos usines, après la guerre, ne pourra se maintenir au niveau actuel". M. Howe signale qu'il faudra fermer des établissements d'explosifs et d'obus, réduire la main-d'oeuvre dans les avionneries, de même que dans les fabriques de canons, si par ailleurs ces dernières pourront servir à d'autres fins.

Par contre il sera facile à de nombreuses usines de se réadapter facilement aux industries de paix, et on sait que de ce côté les besoins seront immenses, par suite des restrictions déjà imposées, et le pouvoir d'achat considérable du public. "Depuis 1941, nous avons cessé de manufacturer des automobiles de tourisme, des radios, des laveuses mécaniques, des réfrigérateurs électriques, et un grand nombre d'autres articles. Les produits textiles manquent. Il y a disette de presque tout et tout le monde a de l'argent pour acheter des articles quand ils sont disponibles."

"De plus, le Canada possède aujourd'hui nombre d'industries qui lui manquaient avant la guerre. Nous avons une nouvelle industrie de caoutchouc synthétique, elle a coûté \$45,000,000 et elle pourra fournir au Canada tout le caoutchouc dont il aura besoin en temps de paix. Nous avons une nouvelle industrie de magnésium qui entraînera la création d'industries secondaires, lesquelles se serviront de ce métal. Nous fabriquons la verre optique. Nous fabriquons sur une très vaste échelle les appareils de radar; cet appareil a joué un grand rôle dans la défense de la Grande-Bretagne contre l'ennemi. Il doit révolutionner nos moyens de communication. Il est aussi à la base de la télévision, qui deviendra une importante industrie pour le Canada d'après-guerre. Nombreux sont les produits chimiques qui sont fabriqués maintenant et qui pourront servir en temps de paix. Le Canada fabrique le nylon qui deviendra la matière première d'une nouvelle industrie des textiles. Certaines usines construites pour la fabrication d'explosifs ont déjà été adoptées à la fabrication d'engrais chimiques.

"Je puis dire avec beaucoup d'assurance que, si nos usines n'emploient pas après la guerre au-

tant de main-d'oeuvre qu'elles en emploient actuellement, elles en emploieront cependant beaucoup plus qu'avant la guerre...

"Il n'y a pas de doute que la demande de produits alimentaires se maintiendra au niveau actuel pendant au moins deux ou trois ans.

"Nos mines auront besoin d'un bien plus grand nombre d'hommes qu'actuellement. Il en faudra peut-être moins dans les mines de métaux vils, mais il en faudra davantage dans les mines d'or. Un grand nombre de nos mines d'or ont été fermées faute de main-d'oeuvre, et celles qu'on a continué d'exploiter l'ont été avec une main-d'oeuvre disponible, l'activité reprendra dans les mines d'or. Le marché de l'or n'a jamais été un problème sérieux. La production du charbon a décliné au point qu'il faut importer plus de 60 pour 100 des besoins du pays. Un programme d'exploitation des mines de charbon du Canada offre des possibilités immenses pour l'emploi de la main-d'oeuvre.

"Notre industrie forestière et nos pêcheries souffrent d'une grande pénurie de main-d'oeuvre. Ces deux industries peuvent absorber un grand nombre d'hommes. Pendant plusieurs années la demande de bois d'oeuvre sera plus considérable qu'elle ne l'a été durant les années qui ont précédé la guerre. Tous les pays demandent avec insistance du bois d'oeuvre et du papier à journal.

M. Howe dit qu'on organisera de nouvelles lignes aériennes au Canada, tant pour le service transcontinental que pour le service océanique, une fois les restrictions actuelles levées. On utilisera aussi la flotte marchande qui est déjà considérable, ce qui donnera de l'emploi aux marins.

### Le bâtiment

L'industrie du bâtiment reprendra, le programme fédéral de travaux pour l'après-guerre. La *Wartime Housing* estime que présentement nous avons besoin de 300,000 logis au Canada. Mais il faudra préparer avec soin, en fonction des exigences de l'urbanisme, et suivant un plan d'ensemble général et approprié aux exigences locales. Depuis le début de la guerre, on a développé les systèmes d'énergie électrique. "Il faut maintenant étendre nos systèmes de distribution pour que toutes les fermes du pays puissent avoir à leur disposition de l'énergie électrique à bon marché, ce qui entraînera par voie de conséquence la fabrication de plus de matériel électrique et donc plus d'ouvrage.

M. Howe dit qu'il faudra étendre nos marchés d'exportation pour le surplus de notre production.

"Le Canada est très hautement considéré dans le monde pour son effort de guerre remarquable. Depuis le commencement de la guerre, nous avons expédié des approvisionnements de guerre et des munitions à toutes les Nations Alliées. Toutes ces marchandises portent une marque qui rappelle leur origine canadienne. Par notre don à la Grande-Bretagne et par la loi d'assistance mutuelle entre les Nations-Unies, nous nous sommes montrés des amis en temps de besoin à l'égard des pays qui sont nos clients ordinaires en temps de paix. Les pays détruits par la guerre doivent être reconstruits et il faudra pour cela, pendant plusieurs années, exporter des produits alimentaires, des matériaux de construction et des machines de toutes sortes. On peut se demander qui paiera pour ces exportations? A ceci je réponds qu'il faudra, à la conférence de la paix, établir un plan de restauration du commerce international. Après chaque guerre, dans le passé, les pays ont continué de faire affaires les uns avec les autres. Il en sera de même après la guerre actuelle.

### Le don d'un milliard

"Il semble qu'il existe un malentendu au sujet des circonstances qui ont amené le don que nous avons consenti à la Grande-Bretagne ainsi que la loi d'assistance mutuelle entre les Nations Unies. Avant la guerre, la Grande-Bretagne était le marché principal qui absorbait le surplus de la production du Canada en fait de denrées alimentaires et de plusieurs autres produits variés. Depuis le commencement de la guerre, la Grande-Bretagne a donné au Canada de grosses commandes de matériel de guerre et elle payait d'abord ces achats argent comptant. La Grande-Bretagne a continué de payer au comptant jusqu'à épuisement de ses ressources en fonds canadiens.

Quand elle devint incapable de continuer ces paiements au comptant, le Canada avait à choisir entre les trois solutions suivantes: ou cesser ses contrats de guerre avec la Grande-Bretagne, ou continuer à produire et laisser la Grande-Bretagne accumuler une dette immense envers le Canada, ou troisièmement, continuer à produire, accepter les paiements au comptant que la Grande-Bretagne pourrait faire et effacer le solde non payé et le considérer comme un don."

"Si la Grande-Bretagne avait une dette considérable envers le Canada à la fin de la guerre, cela détruirait son pouvoir d'achat en ce pays durant la période d'après-guerre et rendrait impossible la reprise des relations commerciales d'avant-guerre. Le revenu des marchandises que la Grande-Bretagne pourrait expédier au Canada au cours de la période d'après-guerre serait alors appliqué à l'extinction de la dette de guerre plutôt qu'à l'achat

du surplus de produits alimentaires que le Canada pourrait alors produire. Aurait-il été sage de détruire un marché d'après-guerre en créant une dette qui n'aurait jamais pu être soldée? A la fin de la dernière guerre la Grande-Bretagne avait contracté envers les Etats-Unis une dette immense qu'elle n'a pu payer et qui demeura une source de frictions entre les deux pays jusqu'au commencement de la guerre actuelle. Il ne nous parut pas sage de créer une situation semblable.

"Il ne nous restait donc qu'à annuler nos contrats avec la Grande-Bretagne ou à continuer de produire et de fournir en pur don les marchandises que la Grande-Bretagne ne pouvait pas payer. Nous avons choisi ce dernier système. Le Gouvernement estime qu'il est aussi juste et aussi logique pour le Canada d'expédier des armes gratuitement outre-mer que d'y envoyer des hommes gratuitement. Cela me semble une attitude raisonnable, si on est désireux de remporter la victoire. Je ne puis comprendre le point de vue de certains de mes amis qui s'indigneraient si on proposait que le Canada demande à la Grande-Bretagne d'être payé pour l'emploi de nos armées et qui pensent cependant que le Canada aurait dû insister pour que la Grande-Bretagne nous paye pour l'emploi de nos munitions. L'envoi de nos hommes outre-mer et l'expédition de nos munitions à le même but: préserver le Canada contre les attaques des ennemis et faire notre part pour terminer la guerre."

"Le don d'un milliard au cours de l'année financière 1942-43 fut employé pour payer le compte de munitions et de denrées alimentaires de la Grande-Bretagne envers le Canada au cours de cette période. Cependant, une certaine partie de ces munitions et de ces denrées alimentaires expédiées par le Canada en Grande-Bretagne furent réexpédiées par la Grande-Bretagne à d'autres pays alliés, notamment à la Russie. Le paiement de ces réexpéditions de la Grande-Bretagne aux pays britanniques, tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du sud et l'Inde, a été effectué par Londres, qui comblait le déficit en monnaie canadienne. De fait, nous mettions au compte du Royaume-Uni le solde créditeur de tous les pays à qui nous envoyions des approvisionnements.

### Assistance mutuelle

"En préparant le budget de l'année financière 1943-44, nous avons cru opportun de remplacer le don à la Grande-Bretagne par un système d'assistance mutuelle entre le Canada et les Alliés, qui nous permettrait de régler directement avec eux le solde créditeur. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Russie et d'autres pays alliés se sont trouvés dans la même position que la Grande-Bretagne, en s'engageant à prendre au Canada des munitions et des denrées alimentaires au delà de leur capacité de payer. La loi de l'assistance mutuelle de 1943 a mis le Canada en état de traiter directement avec chacun de ses alliés et d'obtenir ainsi la reconnaissance de ces pays pour le don de la quantité de provisions et de munitions qui dépasse la faculté de payer de chacun de ces pays.

(suite à la dernière page)

# M. Howe confiant dans la prospérité d'après-guerre

(suite de la page trois)

"Tout pays qui désire participer aux avantages de cette loi d'assistance mutuelle doit passer avec le Canada un contrat stipulant que le revenu de toutes ses ventes de marchandises au Canada sera appliqué au paiement des marchandises fournies par nous en vertu de la loi de l'assistance mutuelle. Chaque pays établit ensuite de concert avec nous la liste des marchandises que le Canada peut lui fournir. La valeur de ces marchandises, déduction faite de ce que le pays peut payer, est alors imputée aux votes de l'Aide mutuelle. La convention détermine que les navires, les avions, les véhicules automobiles et les munitions qui ont une valeur de récupération seront remis au Canada après la guerre.

"Dans le cas du Royaume-Uni, les frais d'entretien de nos troupes en Angleterre et en Italie ne sont pas payés à l'Angleterre, mais sont portés, ici même au Canada, au crédit de l'aide mutuelle à l'Angleterre. On n'a recours aux crédits de guerre (aide mutuelle) que dans le cas où les achats de l'Angleterre au Canada dépassent les dépenses de notre pays en Angleterre et en Europe. La plus grande partie des achats de l'Angleterre au Canada est plus que largement dépassée par ce que dépense l'Angleterre pour nos troupes chez elle et en Italie. Qu'il me soit permis de vous rappeler que la production des industries de guerre du Canada dépassera, à elle seule, trois milliards de dollars au cours de l'année financière courante. Plus de la moitié de cette somme, sans compter une très grande quantité d'aliments, est envoyée au Royaume-Uni, et cependant le fonds d'aide mutuelle du Canada ne sera probablement pas débité, de ce chef et pour le compte de l'Angleterre, de plus de \$600,000,000."

## Notre fardeau financier

"Il est à propos de remarquer que ni le don à l'Angleterre ni les crédits de guerre (aide mutuelle) n'ont augmenté, pendant les années de guerre, le fardeau financier supporté par la nation canadienne. Quoi qu'il soit arrivé, il incombait au Canada de supporter les frais de sa propre production. S'il n'avait accordé le don en question ni l'aide mutuelle, le Canada se serait trouvé en face de créances douteuses dues par des pays qui n'auraient pas pu les payer. Egalement, il aurait eu la distinction peu enviable d'être le seul pays, du côté des alliés, à refuser à ceux-ci des aliments et des munitions, sauf pour de l'argent strictement comptant.

"Le Canada et les Etats-Unis ont tous deux l'avantage de ne pas avoir été envahis, et, par conséquent, d'être en mesure de produire des aliments et des munitions dépassant leurs propres besoins. Il s'en est suivi que le commerce au comptant a pu continuer entre les deux pays que la guerre a encore rapprochés et dont les liens d'a-

mitié se sont resserrés au cours des années. Chacun des deux pays a aidé l'autre dans toute la mesure du possible, lorsqu'il s'est agi de résoudre les problèmes nés de la guerre. Je regrette de dire qu'on ne se rend pas pleinement compte, aux Etats-Unis, que le Canada ne retire des Etats-Unis aucun bénéfice du prêt-location, mais je suis convaincu que la nation américaine s'en rendra compte en temps et lieu.

"Le Canada a fait une convention d'aide mutuelle avec le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes, la Russie et la Chine. Une convention d'aide mutuelle est en voie de négociation avec le Comité français de libération nationale et avec les Indes occidentales anglaises. J'ai confiance que l'aide que le Canada apporte à ces pays durant la guerre paiera de riches dividendes sous forme de commerce pour l'après-guerre. Les habitants de ces pays seront habitués de voir la marque du Canada sur chaque article des envois faits en vertu de l'aide mutuelle, et ils se rappelleront longtemps que le Canada est venu à leur aide alors qu'ils avaient tant besoin de secours. C'est ce qui permet d'affirmer que l'aide mutuelle est un placement solide que le Canada fait sur les futurs marchés de l'étranger.

M. Howe s'est brièvement attaqué à la C. C. F. en disant:

## La C.C.F.

"Le parti C.C.F. se propose de faire face à l'après-guerre en démolissant notre édifice économique, en étatisant les entreprises privées et en organisant, d'après l'opinion exprimée par M. Winch, l'équivalent de la révolution de Russie. Si je connais bien le peuple canadien, je crois que, à la fin de cette guerre, il en aura assez de la guerre et qu'il cherchera plutôt la stabilité que la révolution. La seule proposition constructive énoncée par la C.C.F. est la dépense de cinq milliards par le gouvernement, durant une période de deux ans, pour fins de reconstruction. Tout homme d'expérience sait fort bien que l'emploi de tout le personnel humain d'un pays ne se fait pas seulement au moyen des fonds du gouvernement. Si l'on veut maintenir toute la main-d'oeuvre du pays au travail, tous les rouages de l'immense machine économique du pays doivent fonctionner; chacun a sa part des responsabilités."